

## PAKISTAN

Les talibans  
veulent se  
retirer de  
Swat mais  
poursuivre  
le djihad

Le chef des talibans de Swat, dans le nord-ouest du Pakistan, a ordonné à ses hommes de se retirer du chef-lieu Mingora, pris d'assaut par l'armée depuis samedi dernier mais a promis de poursuivre ailleurs le jihad, la «guerre sainte», a annoncé hier son porte-parole.

Dans le même temps, les militaires ont annoncé qu'ils continuaient de reprendre le contrôle rue par rue de cette ville quasiment vidée de ses habitants selon eux, rencontrant dans certains quartiers une «forte résistance».

Le chef des talibans «le maulana Fazlullah a ordonné à tous ses moudjahidine (combattants au nom de la religion, ndlr) de cesser toute résistance à Mingora et ses environs afin de soulager les habitants et d'éviter des pertes parmi les civils», a déclaré à l'AFP Muslim Khan, porte-parole de Fazlullah, par téléphone depuis un endroit inconnu.

«La plupart de nos moudjahidine ont quitté Mingora», a-t-il assuré, ajoutant : «Nous nous battons jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour l'application de la charia (la loi islamique)».

## LANCEMENT DE LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## Peu de candidats de la diversité

*Peu de candidats issus de la diversité dans les listes des élections européennes, qui se dérouleront le 7 juin prochain et dont la campagne a démarré lundi dans toute la France. Peu de place donc faite par les partis de tous bords aux minorités.*

De notre bureau de Paris,  
Khadidja Baba-Ahmed

La France est encore loin de l'émancipation des esprits opérée aux Etats-Unis avec l'élection d'Obama à la tête de ce pays. Ce ne sont pourtant pas les promesses qui ont manqué fusant de toutes parts, après l'arrivée d'un président noir en Amérique, pour dire la volonté de faire que la classe politique française soit le reflet de la composition diverse de la société française. Une étude engagée par le Cran (Conseil représentatif des associations noires) portant sur la composition officielle des listes françaises pour les élections européennes et portées par l'UMP, le MoDem, le PS, l'Europe Ecologie, le Front de gauche (Nouvelle gauche et PC) et du NPA (Nouveau parti anti-capitaliste de Besancenot) s'est donné pour objet d'évaluer la présence des minorités visibles sur les listes déposées par ces partis et de voir si ces derniers ont

mis en pratique leurs discours sur la diversité. Si depuis quelque temps, le parti au pouvoir de Sarkozy (l'UMP) est celui qui multiplie les discours sur la diversité, c'est, révèle cette étude, le Parti socialiste, qui, lui, se fait très discret sur cette diversité, arrive en tête de candidats issus de cette diversité. Mais les très faibles proportions révélées par ces sondages ne sont pas pour s'extasier, qu'on en juge : dix des candidats PS sont issus de la diversité, dont trois à quatre seulement sont en position éligible, alors que dans les listes de l'UMP, seuls trois candidats des minorités sont présents et deux pourraient l'emporter.

François Bayrou du MoDem a, quant à lui, présenté 8 candidats dont aucun, selon cette étude, n'est en position éligible. Aucun candidat de la minorité n'est aussi en mesure de l'emporter dans les listes d'Europe Ecologie qui a fait figurer dix candidats dans ses listes ; de même que le



L'UMP de Nicolas Sarkozy est le parti qui multiplie les discours sur la diversité.

Nouveau parti anticapitaliste de Besancenot : huit candidats mais dont aucun n'a de chance de passer.

Le front de gauche, qui réunit le Parti communiste et le nouveau parti de gauche créé par Jean-Luc Mélenchon en a présenté 6, dont aucun ne pourra l'emporter. Ainsi, à l'issue du scrutin du 7 juin, le Parti socialiste pourrait avoir quatre députés européens issus de la diversité et devenir ainsi le premier parti français en termes de

représentation de la diversité au Parlement européen.

Maigre consolation et indicateur très révélateur du retard pris par la France dans la promotion de la diversité. Cette situation n'étonne cependant pas outre mesure.

En effet, dans l'Hexagone et selon un très récent rapport de Yazid Sebag, la représentation nationale se compose seulement de trois députés sur 577 (soit

0,5%) et quatre sénateurs sur 343 (soit 1,1%) issus de l'immigration extra-européenne.

Dans les institutions municipales, ce n'est guère mieux, «malgré une évolution favorable, les élus de la diversité ne représentent qu'environ 6% des élus municipaux». Ce n'est sûrement pas au lendemain du 7 juin que l'on pourra voir des députés européens de France, aux couleurs multiples.

K. B.-A.

## ESSAI NORD-CORÉEN

La Russie, «inquiète», plaide  
pour des négociations à six

La Russie a estimé, hier, que le nouvel essai nucléaire nord-coréen constituait une «menace» pour la sécurité en Asie du nord-est et appelé à trouver une solution à la crise dans le cadre des négociations à six, semblant exclure des sanctions. «Les dernières actions de la Corée du Nord

provoquent une escalade en Asie du nord-est et menacent la sécurité et la stabilité dans la région», souligne le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué. «L'essai nucléaire est un coup sérieux porté aux efforts internationaux pour renforcer le Traité de non-prolifération des

armes nucléaires», poursuit le texte. Moscou souligne également que l'essai «viole la résolution 1718 du Conseil de sécurité de l'ONU qui exige, entre autres, que Pyongyang ne mène pas d'essais nucléaires».

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est auparavant dit «inquiet» après l'annonce d'un nouvel essai nucléaire nord-coréen, selon des propos tenus à Beyrouth et rapportés par les agences russes. La Russie appelle les Nord-Coréens à «faire preuve d'une approche responsable» tout en insistant sur le fait que le conflit «ne peut être réglé

que dans le cadre du processus de négociations à six» (Corée du Nord et du Sud, Etats-Unis, Russie, Japon, Chine) sur la dénucléarisation de la Corée du Nord, selon le communiqué. Des parlementaires proches du Kremlin et bien informés sur la diplomatie russe ont de leur côté mis en garde contre de nouvelles sanctions contre Pyongyang. «On peut avoir recours à des sanctions contre un pays qu'on peut priver de quelque chose», mais la Corée du Nord «connaît déjà une crise économique et alimentaire colossale», a souligné Mikhaïl Marguelov, président de la com-

mission des affaires étrangères au Sénat russe.

«Avec l'augmentation des sanctions, les régimes totalitaires deviennent plus forts», a-t-il ajouté cité par l'agence Itar-Tass tout en prônant une politique «de la carotte et du bâton» vis-à-vis de Pyongyang.

«Nous devons éviter toute nouvelle sanction à l'égard de la Corée du Nord qui entraînerait un effet contraire», a renchéri Konstantin Kossatchev, président de la commission des Affaires étrangères à la Douma (chambre basse du Parlement) cité par Interfax. En avril, le Conseil de sécurité de l'ONU avait condamné un tir de fusée balistique nord-coréen et renforcé le régime de sanctions visant Pyongyang, dans une déclaration toutefois non contraignante, Moscou et Pékin s'étant opposés à une position plus dure.

La Corée du Nord a annoncé, hier avoir effectué un nouvel essai nucléaire d'une puissance supérieure à celui d'octobre 2006, faisant fi des pressions internationales visant à la faire renoncer à son programme nucléaire.

Selon le ministère russe de la Défense, la puissance de l'essai nucléaire était de 10 à 20 kilotonnes.

## PROCHE-ORIENT

La Syrie veut des négociations  
fructueuses avec Israël

Le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, a affirmé hier que son pays voulait des négociations avec Israël qui devraient «aboutir» à une restitution totale du Golan occupé.

«Les négociations doivent aboutir à des résultats. Nous ne reprendrons pas de négociations non fructueuses», a déclaré M. Mouallem lors d'une conférence de presse avec le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), Ekmeleddin Ihsanoglu.

«La Syrie reprendra les négociations sur la base des principes et références interna-

tionales, et de la libération totale du Golan jusqu'à la ligne du 4 juin 1967. Sinon il n'y aura pas de négociations», a-t-il insisté.

La Syrie et Israël ont lancé en mai 2008 des pourparlers indirects de paix par l'entremise de la Turquie. Ces pourparlers ont été suspendus en décembre après l'offensive de l'armée israélienne à Gaza.

De son côté, M. Ihsanoglu a souligné que l'OCI était attachée au «retour de tous les territoires occupés en 1967, conformément aux résolutions internationales et à l'initiative de paix arabe qui n'est pas une invitation à la normalisation avec Israël mais à résoudre le conflit

israélo-arabe». La normalisation des relations entre Israël et les pays islamiques «viendra après la fin du conflit israélo-arabe», a-t-il ajouté.

L'initiative, lancée par l'Arabie saoudite en 2002 et adoptée par la Ligue arabe, prévoit une normalisation des relations entre les pays arabes et Israël en échange du retrait israélien des territoires arabes occupés depuis juin 1967, la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale et un règlement «équitable et agréé» de la question des réfugiés palestiniens sur la base de la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU.